
Frédéric GIMELLO-MESPLOMB, Pascal LABORDERIE, Léo SOUILLÉS-DÉBATS, dirs, *La Ligue de l'enseignement et le cinéma. Une histoire de l'éducation à l'image (1945-1989)*

Paris, AFRHC, coll. Histoire culturelle, 2016, 398 pages

Michel Cadé



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/11660>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.11660

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2017

Pagination : 415-418

ISBN : 9782814305076

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Michel Cadé, « Frédéric GIMELLO-MESPLOMB, Pascal LABORDERIE, Léo SOUILLÉS-DÉBATS, dirs, *La Ligue de l'enseignement et le cinéma. Une histoire de l'éducation à l'image (1945-1989)* », *Questions de communication* [En ligne], 32 | 2017, mis en ligne le 31 décembre 2017, consulté le 05 janvier 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/11660> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.11660>

Tous droits réservés

agence éditoriale), que la généralisation du numérique contribue à une rationalisation et une mécanisation des techniques. L'avènement de l'automatisation du numérique ouvre une nouvelle étape de l'industrialisation de la communication, notamment à travers le ciblage et le pistage. Et l'auteur de s'interroger sur la nature de cette industrialisation du numérique et sur le sens à donner à l'économie de la médiation. Dans sa contribution d'une grande limpidité « L'expérience transmédiatique : inclusion, environnement, communs » (pp. 115-128), Louise Merzeau – trop tôt disparue et dont je salue la mémoire – s'attache à montrer comment l'internet à travers des projets collaboratifs peut renforcer le sentiment d'appartenance à un monde commun et permettre une reconfiguration démocratique. Sung do Kim (pp. 129-150), quant à lui, prend comme contexte hyperconnecté l'espace urbain et s'interroge sur les rapports que la ville numérique entretient avec l'écriture. L'étude de la nature des modes d'inscriptions dans l'urbain et des traces numériques spatialisées le conduit à conclure que l'écriture dans la ville augmentée dépasse les frontières public/privé ; global/local et général/particulier. Ce marquage urbain numérique se reflète dans la matérialisation de forme de pouvoir sur et dans l'espace de la ville. L'auteur convoque alors judicieusement Pierre Bourdieu pour indiquer que ce marquage correspond à la dimension spatiale de la violence symbolique. La dernière étude du livre 2 de Franck Commerais, « De la critique de l'économie politique du signe à l'économie politique de la mémoire » (pp. 151-159), tente de rapprocher les SIC avec l'économie politique en élaborant une économie politique de la mémoire. L'auteur met en évidence les menaces que constitue l'exploitation économique des traces aboutissant probablement à un capitalisme cognitif.

Le livre 3 « Traces d'interaction » principalement consacré aux *digitales natives* se décline en trois contributions. Les deux premières retranscrivent de manière explicite les interactions en ligne des jeunes : sur le forum de discussion ados.fr pour la première et sur le site ub-link.fr (une communauté d'alumni) pour la seconde. Ces deux articles ont le mérite de livrer aux lecteurs une analyse circonstanciée à partir d'extraits commentés qui se révèle très éclairante. Dans son texte « Traces et mise en scène des identités individuelles et collectives dans un forum de discussions d'adolescents » (pp. 173-197), Michel Marcoccia met en évidence le rôle que joue la présentation de soi dans la dynamique de l'interaction et les mécanismes qui sont à l'œuvre dans cette mise en scène de l'identité numérique (individuelle et collective). La contribution d'Alex Frame et Gilles Brachotte « Significations,

figures, formes et traces : penser les interactions à travers l'écriture d'une communauté d'alumni en ligne » (pp. 199-216) offre une étude stimulante sur le plan théorique qui réinterroge la notion d'interaction et le rôle des objets dans cette interaction. Pour clôturer ce deuxième livre, le texte de Sylvie Leleu-Merviel, « De la trace d'interaction à la communication numérique » (pp. 217-229) revient sur la notion d'interaction et sur les constructions signifiantes entre l'interprétant cognitif (IC) et son milieu. Elle conclut ainsi : « Les traces d'interaction sont aux racines des inférences permettant à un interprétant cognitif de saisir son milieu pour mieux s'y adapter » (p. 228).

La postface signée par Yves Jeanneret « Représentations, altérations, identification : le signe-trace dans l'industrie des écritures » (pp. 231-257) reprend le paradigme des signes-traces présent dès le premier tome pour l'appliquer ici au champ de l'industrie des écritures. L'auteur indique que le signe-trace est une réalité protéiforme et une élaboration complexe. Les inscriptions médiatiques en sont un ingrédient essentiel parce qu'elles lui apportent la dimension du tracé (p. 43).

Ce troisième tome de l'Homme-trace aura mis en évidence comment l'environnement technique et les pratiques numériques influent sur l'être humain, sa corporalité, ses comportements individuels et collectifs et ses interactions avec son milieu. L'ouvrage aura répondu aux enjeux complexes qui y sous-tendent tant sur le plan cognitif, politique, économique qu'éthique. Précisons que l'ouvrage peut se lire article par article séparément, même si la lecture de chacun des livres semble la plus appropriée. Si certains textes sont assez faciles d'accès pour les non-spécialistes des SIC, beaucoup se réfèrent aux concepts et théories de cette discipline. Aussi, même si les auteurs font preuve de didactique, certains lecteurs pourront être rebutés, d'autres y verront, j'espère, une bonne occasion d'approfondir ou compléter leur connaissance.

Fabienne Duteil-Ogata

Clare, université Bordeaux Montaigne, F-33607
fabienne.duteil-ogata@u-bordeaux-montaigne.fr

Frédéric GIMELLO-MESPLOMB, Pascal LABORDERIE, Léo SOUILLÉS-DÉBATS, dirs, *La Ligue de l'enseignement et le cinéma. Une histoire de l'éducation à l'image (1945-1989)* Paris, AFRHC, coll. Histoire culturelle, 2016, 398 pages

Ce gros livre reprend les acquis d'un colloque de 2015, intitulé « La Ligue de l'enseignement et le cinéma : L'éducation cinématographique dans le réseau de l'Ufoleis (1945-1989) », et dont les directeurs de l'ouvrage furent

les maîtres d'œuvre. Contrairement à de nombreux colloques qui sont le fruit d'une opportunité, celui-ci est l'aboutissement d'une recherche engagée pendant quatre ans par une vingtaine de chercheurs, ce qui est le garant à la fois d'une circulation entre les divers articles – pas toujours exempts de répétitions – et d'une véritable unité de ton. Ce travail collectif se situe dans un courant de recherche récent qui s'efforce de ne pas séparer l'étude des publics des dispositifs d'accès aux arts, en l'occurrence l'accès au cinéma, à travers les pratiques d'éducation populaire, au moment où celles-ci « basculent de l'éducation par le cinéma à l'éducation au cinéma » (p. 21). L'ouvrage est découpé en quatre parties qui reprennent l'organisation en groupes de travail de la recherche. Les deux premières, « Par le film » et « Par le livre », explorent la question des moyens, les deux suivantes, « Éduquer les élèves, former les enseignants » et « Du spectateur au citoyen », interrogent les dispositifs. Cet ensemble est complété par des illustrations, un état des sources, une bibliographie, quatre annexes qui mettent à la disposition du lecteur des éléments peu faciles à trouver, trois index, des films, des noms et des organisations cités, un glossaire des sigles et abréviations et une présentation des auteurs.

La première partie, « Par le cinéma », comprend cinq chapitres, tous consacrés à l'organisation et à la programmation des ciné-clubs patronnés par la Ligue de l'enseignement. Dans « La Ligue de l'enseignement, le cinéma et les ciné-clubs. Repères essentiels », Daniel Sauvaget (pp. 31-45) retrace une rapide mais solide histoire du mouvement. Il décrit la dynamique qui se met en place en 1945, avec la Fédération française des ciné-clubs (FFCC), plutôt « élitiste », des ciné-clubs militants ou confessionnels et, surtout, à travers l'Union française des offices du cinéma éducateur laïque (Ufocel) devenue en 1953, Union française des œuvres laïques d'éducation par l'image et le son (Ufoleis). L'Ufocel/Ufoleis crée des milliers de ciné-clubs dans les établissements scolaires, à la ville comme à la campagne, qu'unifie une pratique fondée sur le triptyque « présentation, projection, débat » (p. 35), et s'appuyant sur « un spectateur actif » (p. 36). Le souci de ne pas choquer le public scolaire entraîne une sélection des films valorisant plus le contenu que la valeur artistique (*ibid.*). Les années 1960 et le début des années 1970 voient l'apogée du mouvement que dominant, quantitativement, les ciné-clubs affiliés à l'Ufoleis (pp. 38-39) avant la grande désaffection des années 1980-1990. Dans les deux chapitres suivants, François Albera (« Autour de la programmation des ciné-clubs : répertoires et catalogues », pp. 47-61) et Pierre-Louis Gauthier (« Le Ciné-Club de

l'Éducation Nationale : Vie et mort d'un ciné-club (1947-1978), pp. 63-75) s'interrogent sur le contenu et le fonctionnement des ciné-clubs de l'Ufoleis. Le premier esquisse les contours de ce que pourrait être une recherche sur la programmation des ciné-clubs Ufoleis (p. 49). Soulevant un problème archivistique, il indique une voie de contournement, l'emprunte un instant et contribue à tracer un chemin. En tentant une monographie du Ciné-Club de l'Éducation nationale dont il fut un des organisateurs, Pierre-Louis Gauthier propose une étude de cas dont les conclusions ne peuvent être extrapolées. En effet, on a à faire à un rare exemple de ciné-club « élitiste » au sein de l'Ufoleis, reflet de sa composition sociale. En 1969, ses 580 adhérents sont parisiens intra-muros à 67 %, les enseignants sont majoritaires, 46 %, suivis par les étudiants 22 % (p. 67), le reste des adhérents est composé d'habitants du quartier amenant une relative mixité sociale. Une programmation éclectique mais raisonnée et la participation régulière de réalisateurs, techniciens et critiques, furent les éléments d'un « âge d'or » du ciné-club dans les années 1960 (p. 74). Le chapitre de Christian Bonah et Joël Danet, intitulé « Le film médical et sanitaire dans les réseaux de cinéma d'éducation populaire (1945-1955) » (pp. 77-95), détonne un peu dans cet ensemble. Contribution solide, elle serait plus à sa place dans un ouvrage sur le cinéma éducateur. Les auteurs aboutissent à la conclusion que la part de ces films fut à la « marge de la marge de la marge » (p. 82). Quant au dernier chapitre de Michel Marie, il traite de « La fin des ciné-clubs où comment disparaît une culture populaire ? » (pp. 97-112). Il explique cette disparition par deux causes principales. La première est la mise en place par le Centre national du cinéma (CNC) de dispositifs d'éducation à l'image. La seconde est la lutte obstinée des exploitants de salles contre le secteur « non commercial » des ciné-clubs quoique ceux-ci n'aient jamais touché plus de 2 % de l'ensemble des spectateurs (pp. 195-197). Attaqués sur deux fronts, affaiblis par la multiplication des écrans et la concurrence des salles d'art et essai, les ciné-clubs ont en général fini par mettre la clef sous la porte (p. 195). L'éducation populaire reprise en main par un État qui abdique devant les prétentions au monopole des exploitants, ainsi se clôt une tentative culturelle d'autonomiser les publics, une prise de responsabilité de la société civile à laquelle tant de discours contemporains se réfèrent *in abstracto*.

La deuxième partie, « Par le livre », se compose de trois chapitres qui s'inscrivent dans la continuité des précédents : après les ciné-clubs, les moyens de leur animation. Léo Soullé-Debats (« La documentation des ciné-clubs : de la politique éditoriale des

fédérations à la bibliothèque de l'amateur » [pp. 115-137]) et Roxane Hamery (« Quel modèle d'éducation cinématographique dans *Image et son* ? Une étude radiographique de la revue entre 1946 et 1969 », [pp. 139-157]) interrogent l'activité éditoriale de l'Ufoleis/Ufoleis. Le premier dresse d'abord le paysage global de l'édition, toutes organisations confondues, après 1945, ouvrages, guides et fiches de films et de présentation. Puis il s'intéresse, de façon toujours généraliste, à la transformation des bulletins en revues. Il passe ensuite à l'édition de manuels pédagogiques nécessaires à l'approfondissement des connaissances des animateurs (pp. 125-130). Détaillant cette nouvelle bibliothèque de l'animateur (p. 130), il montre qu'il y a appropriation des éléments constitutifs d'une cinéphilie à travers la lecture d'ouvrages, souvent publiés par l'Ufoleis. Roxane Hamery privilégie l'étude du discours véhiculé par l'Ufoleis à travers ses éditions. Le premier vecteur est la revue : au départ *Ufoleis informations*, devenue en 1950 *Image et son*, puis en 1966, *Image et son, revue de cinéma* pour prendre en 1969, le titre de *La Revue du cinéma, image et son*. Ces changements d'intitulés soulignent le caractère de plus en plus généraliste pris par la revue (pp. 140-142). Paradoxe, les sujets strictement pédagogiques y sont rares (p. 143), si l'on excepte les articles consacrés aux activités de l'Ufoleis (p. 146) ainsi que les fiches de films (pp. 146-149) qui constituent un bagage commun structurant. De la même façon, la critique des films qui se veut « objective » (p. 149) contribue à créer communauté d'animateurs.

Le troisième chapitre, dû à Roger Odín, s'intitule « La sémiologie au service de la didactique de l'image fixe et animée » (pp. 159-176). Après avoir constaté l'intérêt éditorial porté par la Ligue de l'enseignement à travers ses publications, en particulier celles de l'Ufoleis (p. 160), il détaille le contenu des principaux ouvrages pour montrer que cette rencontre de la Ligue et de la sémiologie n'est rien moins que fortuite. Un semblable intérêt pour la vie sociale et pour l'esprit critique, une même référence aux images, la rendaient d'autant plus inévitable que l'image remise dans son contexte apparaît comme un élément de la pédagogie de l'Ufoleis (pp. 173-175). En tout cas, cet intérêt précoce pour une science alors en devenir témoigne de l'ouverture de la Ligue à la modernité.

La troisième partie, « Éduquer les élèves, former les enseignants », se compose de quatre chapitres qui tous tiennent des discours sur la méthode. Philippe Bourdier dans « La construction discursive d'un idéal d'élève-spectateur de cinéma dans *Ufoleis Informations* de 1946 à 1949 » (pp. 195-211), souligne d'emblée

le côté participatif des lecteurs-pédagogues à la construction d'une méthode d'éducation au regard cinématographique. Si l'illusion du cinéma éducateur est encore présente (p. 198), la nécessité d'une connaissance des mécanismes du cinéma pour les éducateurs est mise en avant aux fins ensuite « de passer d'un regard aveugle à un regard éclairé » (p. 201). La mise en place de ciné-clubs d'élèves, profilés en fonction des classes d'âge, entraîne la prise en compte de la valeur morale des films plus que de leur valeur artistique (p. 204). La réflexion portée par la revue peine à renoncer au cinéma éducateur pour passer à l'éducation au cinéma (p. 207). Dans « Éducation populaire et cinéma : l'action conjointe de la Ligue française de l'enseignement et du mouvement de l'École moderne en faveur de la jeunesse (1945-1955) » (pp. 213-229), Leslie Dagneaux apporte un bémol au chapitre précédent en montrant que la collaboration entre les deux organisations conduit à une meilleure prise en compte de l'autonomie des élèves (p. 227) et du cinéma comme objet de culture. Pour faire le saut de l'instrumentalisation pédagogique du cinéma à l'étude d'un art, le 7^e, le biais fut pédagogique. C'est ce que met en évidence Nicolas Palluau dans le chapitre « Former les maîtres au cinéma : les stages Ufoleis (1949-1959) » (pp. 231-251). Ces stages résultent des interrogations sur le cinéma qui traversent le mouvement et que le choix de la morale comme discriminant ne contribue pas à clarifier. La formation des médiateurs, à travers des stages de divers niveaux, les premiers sensibilisent à l'animation, les seconds à la réalisation, passage de la théorie à la pratique qui correspond à une demande forte. Alice Gallois illustre cette tendance dans une étude de cas passionnante « Pratiquer l'éducation à et par l'image en Midi-Pyrénées avec la Ligue de l'enseignement » (pp. 253-274). Plongée dans la complexité des dispositifs de formation à l'image sur un plan local, où s'entrecroisent services de l'éducation nationale, Rectorat, Centre régional de documentation pédagogique (CRDP), et Ufoleis. On y voit naître au passage, la Cinémathèque de Toulouse (p. 256).

La quatrième partie, sous l'intitulé « Du spectateur au citoyen », s'interroge sur les pratiques de la Ligue comme lieu de production de films et sur son activité face à un nouveau média, la télévision, comme sur son adaptation au moyen d'éducation populaire que constituent les festivals. Le premier chapitre « Défense et promotion d'un cinéma "libre" et "indépendant" dans la revue *Image et son* et les réseaux de l'Ufoleis (1956-1959) » (pp. 277-291), dû à Sébastien Layerle, traite de l'investissement des militants de la Ligue dans la diffusion et la réalisation de films, dépassant le statut

de film amateur mais n'ayant pas accès aux grands réseaux de distribution. La biographie de Jean-Louis Cros et l'étude du Groupe des cinéastes indépendants de Toulouse permettent au lecteur de saisir les enjeux de ce cinéma militant qui allait connaître, après mai 1968, une diffusion importante. Notons, au passage, que le film *La Permission* de Louis Chevalier n'a pas été tourné à l'automne 1968 mais en août 1967. Dans « Autour de la Ligue de l'enseignement et sa télévision (1950-1974) » (pp. 293-309), Laurent Garreau montre la précocité avec laquelle la Ligue s'empare du nouveau média, organisant des télé-clubs dès les années 1950 et saisissant son utilité pédagogique tout en s'interrogeant sur son évolution et ses possibles dangers. Claude Taillibert dans « La Ligue et les festivals de cinéma : construction d'un regard sur un nouvel outil au service de l'éducation populaire » (pp. 311-327), analyse de façon diachronique l'évolution du regard de la Ligue sur les festivals. Après un moment de fascination pour les « Grands festivals », les militants de la Ligue se rapprochent des festivals thématiques, lieux d'éducation populaire, pour, après 1968, y voir une alternative aux ciné-clubs en déconfiture et y prendre toute leur part. L'ouvrage se clôt par une postface de Philippe Clément qui trace les lignes d'un nouveau programme citoyen d'éducation à l'image pour la France contemporaine, sous le titre « L'éducation au cinéma et aux images, la refondation de l'éducation populaire : pour une transformation sociale » (pp. 329-335). Il y montre que la Ligue entend continuer d'investir les territoires ruraux et suburbains (p. 332).

Des lignes de force émergent de la multiplicité des points de vue où se mêlent histoire et mémoire, analyse du passé et prospective. La première est le passage d'une instrumentalisation du cinéma comme outil pédagogique à une appropriation libératrice par tous, maîtres et élèves, du langage cinématographique. Celle-ci passe par le visionnement, après la présentation, d'œuvres, suivie de discussions collectives. Une maîtrise plus approfondie passe par l'écrit, à travers la lecture d'ouvrages et de revues spécialisées. Enfin, le stade ultime de ce parcours est la réalisation de films indépendants des circuits de production. Ce vaste programme s'est appuyé sur la mobilisation d'énergies enracinées dans le milieu des maîtres, tous degrés confondus, de l'enseignement public, à travers une organisation laïque, née à la fin du second Empire, la Ligue de l'enseignement, émanation de la société civile. Au grand vent des réformes de la Libération, elle a su, avec l'Ufocel/Ufoleis, en utilisant l'acquis que donnait à ses membres la pratique du cinéma en classe, en développant des outils spécifiques, ouvrages, revues, stages, réalisation

de films, initier plusieurs générations de Français à la lecture des images animées. Dans ce grand œuvre, elle s'est heurtée à deux obstacles. Le principal fut d'ordre économique : la volonté farouche des exploitants de cinéma de ne concéder aucune place pérenne à cet exemple d'économie non marchande que constituait le grand manteau des ciné-clubs qui recouvrait de sa moirure la France des années 1960. Mais dans ce combat entre deux conceptions de l'accès au film, l'État finit par se ranger du côté des exploitants qui contribuèrent, rien n'est simple, à assurer, à travers les salles d'Art et essai, une fonction proche de celle des ciné-clubs. Le second, fut d'une certaine façon le succès du mouvement des ciné-clubs. Dans un État, jacobin qui plus est, on ne saurait laisser un pan de l'éducation, fusse aux petits mickeys, à la société civile, les bases de l'éducation à l'image posées, l'État en reprit la charge. La multiplication des écrans mit un terme aux ciné-clubs comme à leurs publications, mais le rôle de ces derniers fut repris plus modestement par les festivals. Aujourd'hui, la Ligue se lance dans l'exploitation cinématographique dans les territoires en déshérence et montre qu'elle ne renonce pas à jouer dans l'éducation à l'image un rôle majeur. *La Ligue de l'enseignement et le cinéma : une façon d'écrire l'histoire de la société civile de 1945 à 1989.*

Michel Cadé

Cressem, université de Perpignan Via Domitia, F-66860
cade@univ-perp.fr

Émilie GOIN, François PROVENZANO, dirs, *Usages du peuple. Savoirs, discours, politiques*

Liège, Presses universitaires de Liège, coll. Situations, 2017, 252 pages

Cet ouvrage collectif qui réunit des articles d'universitaires de Liège (sauf Alain Vaillant, de Paris) revient sur un mot employé (brandi) par tous, chacun se permettant d'en redéfinir le sens dans ce qui est nommé une « instabilité référentielle fondamentale » (p. 8). Résolument interdisciplinaire, il revisite les diverses et nouvelles approches des sciences sociales, de la philosophie politique, de la sociologie à la littérature et au cinéma, affichant l'ambition de « situer les questionnements actuels » (*ibid.*) sur la notion en les replaçant dans des perspectives larges. Il ne s'agit donc pas d'analyser des œuvres ou des idéologies pour elles-mêmes mais de revenir sur leur usage de la notion, appelée « catégorie » (p. 9) de peuple. Sans bornes spatiales ni temporelles, les analyses portent aussi bien sur la littérature populaire française du XIX^e siècle, le théâtre de Jean Vilar, les romans de l'italien Sciascia, que sur la vie politique aux États-Unis ou au Mexique,